

Ismail Chergui sous le feu de virulentes attaques de la part du pouvoir burundais

PANA, 05 juillet 2019 Burundi : Le commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, cible d'attaques personnalisées à Bujumbura Bujumbura, Burundi - Beaucoup plus que l'Union africaine, c'est surtout la personne d'Ismail Chergui, commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, qui continue de faire l'objet d'attaques ciblées à Bujumbura, suite à une déclaration qu'il y a trois semaines, devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies sur l'urgence de relancer le dialogue inter-burundais, à moins d'une année de nouvelles élections locales qui se doivent d'être "plus apaisées" que les controversées et chaotiques de violences de 2015, dont une tentative de putsch militaire manquée, a-t-on constaté vendredi à Bujumbura.

La dernière et longue déclaration en date du gouvernement burundais, à la suite des propos tenus par l'Ambassadeur Chergui, le 14 juin 2019 devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, s'inscrit dans le prolongement d'autres sorties médiatiques tonitrueuses des milieux associatifs réputés proches du pouvoir burundais. La déclaration officielle souligne le passage à la diplomatie africaine soutient qu'il n'y a pas d'autres alternatives au dialogue inter-burundais inclusif doit reprendre dans les plus brefs délais, car il constitue, sans aucun doute, le seul moyen susceptible de promouvoir et de renforcer la cohésion nationale, permettant ainsi la restauration de la paix, de la sécurité durable et de la réconciliation dans ce pays. De telles affirmations, à l'on ne peut plus mensongères, vicieuses et tendancieuses, n'ont aucun autre but caché et inavoué que de poursuivre et parachever, si c'est encore possible, le coup d'Etat rampant, avorté en 2015, charge la déclaration. Et pour preuve, à sur le plan interne, une commission nationale chargée du dialogue inter-burundais a été mise en place et a sillonné tout le pays pour rencontrer les Burundais de catégories professionnelles et socio-politiques diverses et ceux de la diaspora, défend la même source. Concernant les résultats de cette marche, à plusieurs recommandations, tant des Burundais de l'intérieur que de l'extérieur, ont été collectées et intégrées dans la Constitution qui a été votée par référendum en 2005, à un processus de dialogue inter-burundais, sous la facilitation de la Communauté Est-africaine (CEA) à laquelle le Burundi appartient, a été conduit jusqu'à terme. Et comme résultats, la déclaration prend en compte les conclusions du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de la CEA du 1er février 2019, qui a entériné les résultats de ce dialogue externe. « Si ce n'est qu'une autre malheureuse tentative de stabilisation du Burundi en vue des élections de 2020, comme les mêmes acteurs l'ont fait en 2015, de quel autre processus de dialogue parle-t-il », s'interroge la déclaration. « Au moment où le peuple burundais se prépare sans se séparer aux élections de 2020 et au moment où la Commission électorale nationale indépendante (CENI) vient de rendre public le calendrier électoral de 2020, les propos de Chergui aux Nations Unies constituent, ni plus, ni moins, des manœuvres dilatoires et de diversion pour torpiller le grand rendez-vous électoral de 2020 », accuse la même source. Le ton de la déclaration monte encore contre l'Ambassadeur Chergui à qui n'en est malheureusement pas sa première tentative de coup contre le Burundi. Et à titre de rappel, sans pour autant en être exhaustif, c'est le même Chergui avant les élections de 2015, s'activait pour faire échec à l'organisation des élections de 2015, affirmant qu'il fallait un régime de transition en lieu et place des institutions démocratiquement élues. « Comme si cela ne suffisait pas, c'est le même Chergui qui, en collaboration avec d'autres acteurs de la paix au Burundi, a réclamé haut et fort, la venue de la Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (MAPROBU) ». Là aussi, à ce projet malsain a été rejeté par le 26^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union africaine du 30 janvier 2016. Il rejoue la déclaration, tout en notant que l'aversion contre le Burundi n'a pas cessé. « C'est le même qui, profitant de son statut au Conseil de Paix et Sécurité de l'Union africaine, a constamment mis les bâtons dans les roues de la mission du contingent burundais au sein de la Mission africaine pour le maintien de la paix en Somalie (AMISOM), notamment par le gel des soldes des militaires qui, pourtant, paient au prix de leur sang un lourd tribut ». La déclaration implique encore le même diplomate africain dans toutes les manœuvres visant à affaiblir le contingent burundais, à travers un plan mal pensé et mal appliqué de diminution sélective des braves dignes fils et filles du Burundi. Ainsi, le texte de la déclaration ne trouve pas à superflu de s'interroger sur les véritables motivations, les tenants et les aboutissants d'un commissaire à la Paix et à la Sécurité de toute l'Union africaine contre le Burundi, un pays stable en paix, alors qu'il y a d'autres foyers de tensions très préoccupants en Afrique, y compris dans son pays d'origine. Tout ce qui précède, le pouvoir burundais à condamner sans ambages, les marches stabilisatrices, à peine voilées de la part de ce diplomate qui, de toute évidence, persiste pour mettre en œuvre un agenda extérieur aux intérêts de l'Afrique, en général et du Burundi en particulier. En conséquence, le pouvoir burundais demande à la Commission de l'UA de suivre de près les agissements de ce diplomate et saisit l'occasion pour s'inscrire en faux contre l'acteur, à l'instar de l'Ambassadeur Chergui, qui voudrait utiliser les mêmes marches et/ou stratégies pour déstabiliser le peuple burundais. De même, à la République du Burundi dénonce les différents rapports mensongers et politiquement motivés de la part de certains acteurs qui instrumentalisent les instances de justice internationale, de défense et de promotion des droits de l'Homme aux fins de saboter la marche démocratique de consolidation de la paix, de cohésion sociale et de relance économique qu'a entreprise le Burundi depuis un certain nombre d'années.